

Audience publique du 6 mai 2013

Recours formé par l'administration communale de,
contre un arrêté du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration
en présence de l'entreprise des Postes et Télécommunications
en matière d'établissements classés

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 29601 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 12 décembre 2011 par Maître Steve Helminger, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de l'administration communale de, établie à, représentée par son collègue des bourgmestre et échevins actuellement en fonctions, tendant à la réformation d'un arrêté du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 3 novembre 2011, référencé sous le numéro portant autorisation en faveur de l'entreprise des Postes et Télécommunications pour la modification de la station GSM et UMTS à, section, au lieu-dit « », n° cadastral ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice Geoffrey Gallé, demeurant à Luxembourg, du 15 décembre 2011, portant signification de ce recours à l'entreprise des Postes et Télécommunications, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro J28, représentée par son comité de direction actuellement en fonctions, établie et ayant son siège social à L-2020 Luxembourg, 8A, avenue Monterey ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 7 mars 2012 ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif le 13 mars 2012 par Maître Georges Krieger, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de l'établissement de droit public entreprise des Postes et Télécommunications, préqualifiée, ledit mémoire en réponse ayant été notifié par acte d'avocat à avocat en date du même jour au mandataire de l'administration communale de ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 12 avril 2012 par Maître Steve Helminger au nom de l'administration communale de, ledit mémoire en réplique ayant été notifié par acte d'avocat à avocat en date du même jour au mandataire de la partie tierce intéressée ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe du tribunal administratif le 9 mai 2012 par Maître Georges Krieger au nom de l'entreprise des Postes et Télécommunications, ledit mémoire en duplique ayant été notifié par acte d'avocat à avocat du même jour au mandataire de l'administration communale de ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 10 mai 2012.

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision entreprise ;

Le juge rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Anne-Claire Blondin, en remplacement de Maître Steve Helminger, Maître Georges Krieger et Monsieur le délégué du gouvernement Daniel Ruppert en leurs plaidoiries respectives.

A la suite de l'introduction, en date du 22 juin 2011, d'une « *demande d'autorisation d'exploitation pour un émetteur d'ondes électromagnétiques du réseau de téléphonie mobile des P&T Luxembourg à, dont le total des puissances maximales fournies à l'entrée des antennes ou du système d'antennes est compris entre 100 W et 2500 W* » en vue de l'exploitation d'une « *station LUXGSM* » au lieu-dit « », situé dans la section, de la commune de, sur une parcelle inscrite sous le numéro cadastral, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration autorisa, par un arrêté du 3 novembre 2011, la modification de « *la station GSM et UMTS à, section, au lieu-dit « », numéro cadastral* » et plus particulièrement « *un ensemble d'émetteurs d'ondes électromagnétiques ayant les puissances suivantes à l'entrée des antennes :*

- antenne 1 : - GSM : 57,54 W, azimut 120° ; tilt : 0° ;
 - UMTS : 59,57 W, azimut 120° ; tilt : 0° ;
- antenne 2 : - GSM : 56,23 W, azimut 230° ; tilt : 0° ;
 - UMTS : 55,59 W, azimut 230° ; tilt : 0° ;
- antenne 3 : - GSM : 57,54 W, azimut 340° ; tilt : 0° ;
 - UMTS : 59,57 W, azimut 340° ; tilt : 0° ;

(la puissance totale à l'entrée des différentes antennes est de 346,04 W)

- des appareils de climatisation d'une puissance frigorifique totale supérieure à 10 kW ; ».

Sur base d'une autorisation d'estimer en justice lui délivrée en date du 25 novembre 2011 par le conseil communal, le collège des bourgmestre et échevins, agissant pour compte de l'administration communale de, a fait introduire, par une requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 12 décembre 2011 un recours en réformation contre l'arrêté ministériel précité du 3 novembre 2011.

Etant donné que l'article 19 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, ci-après dénommée « la loi du 19 juin 1999 », institue un recours au fond devant le juge administratif pour statuer en la présente matière, le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation.

L'entreprise des P&T soulève l'irrecevabilité du recours, au motif que l'administration communale de ne disposerait pas d'un intérêt à agir suffisant de nature à justifier l'introduction du présent recours.

C'est à bon droit que l'administration communale de conclut au rejet de ce moyen d'irrecevabilité pour ne pas être fondé, étant donné qu'une commune doit avoir à charge de

veiller à ce qu'un établissement dangereux soit installé dans le respect des dispositions arrêtées par elle dans le cadre du plan d'aménagement général et du règlement sur les bâtisses, qui tendent notamment à préserver un environnement naturel non pollué. Elle justifie partant d'un intérêt personnel suffisant à agir contre l'autorisation, sur des terrains se trouvant dans le périmètre de sa commune, d'un établissement dont elle estime qu'il compromettra l'environnement.¹

Il s'ensuit que dans la mesure où l'exploitation litigieuse est située sur un terrain faisant partie de la commune de ..., l'administration communale de justifie d'un intérêt personnel suffisant à agir contre l'arrêté déféré.

Aucun autre moyen ayant trait à la recevabilité du recours n'ayant été invoqué en cause, le recours en réformation est recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

Quant au fond, l'administration communale de reproche au ministre de ne pas avoir pris en considération, lors de la prise de la décision sous examen, l'installation, dans les alentours immédiats de l'exploitation litigieuse, d'une crèche, d'une maison relais ainsi que du projet de construction d'une auberge de jeunesse. Elle estime partant que la décision sous examen serait viciée du fait par le ministre de ne pas avoir disposé de tous les éléments nécessaires afin de prendre sa décision. Il y aurait partant lieu de constater un vice de procédure se trouvant à la base de la décision en question, en ce que le dossier soumis au ministre aurait été « *erroné et incomplet* ».

Le délégué du gouvernement n'a pas pris position par rapport au reproche ainsi formulé par l'administration communale de ..., à l'exception de ce que dans son mémoire en duplique, l'Etat soutient que la demande présentée par l'entreprise des P&T en date du 22 juin 2011 en vue de faire autoriser l'établissement litigieux n'aurait pas pu prendre en considération la nouvelle auberge de jeunesse à comme lieu sensible à soumettre à une évaluation des risques, dans la mesure où, au moment de l'évaluation en question, l'auberge de jeunesse aurait été « *physiquement inexistante* » et qu'au jour du dépôt dudit mémoire en duplique, elle se trouverait « *en phase chantier (gros œuvres)* », de sorte que l'entreprise des P&T n'aurait pas pu en tenir compte.

L'entreprise des P&T n'est pas convaincue par le moyen de l'administration communale de ..., en soutenant que conformément à l'article 7 de la loi du 10 juin 1999, elle aurait indiqué dans son formulaire de demande les lieux qui, dans un rayon de 100 mètres autour du site litigieux, seraient de nature à recevoir des gens en vue d'un séjour. Ainsi, elle aurait indiqué « *la maison des scouts de ...* » qui serait située à proximité de l'installation litigieuse, mais dans laquelle des enfants ne séjourneraient « *qu'à titre fort temporaire* », ainsi que les immeubles des services communaux situés respectivement à 65 et 87 mètres de l'exploitation. Elle soutient encore que « *le complexe scolaire de la commune* » serait situé à 143 mètres des antennes sous examen, de sorte que ledit bâtiment n'aurait pas dû être indiqué dans le formulaire de demande d'autorisation.

Il se dégage de la demande d'autorisation de l'établissement litigieux du 22 juin 2011, sur base de laquelle a été pris l'arrêté ministériel litigieux, que sous la rubrique « *1.3.1 Lieux dans un rayon de 100 m où des gens peuvent séjourner* » seuls sont énumérés la « *maison de*

¹ cf. trib. adm. 9 décembre 1998, n° 9852 du rôle, Pas. adm. 2012, V° Procédure contentieuse, n° 107 et autres références y citées.

scouts de », avec une distance de 26 mètres, les « *services communaux de* » à une distance de 87 mètres et les « *services communaux de* » à une distance de 65 mètres, calculées chaque fois à partir de l'établissement litigieux. Il n'est pas contesté en cause que dans le rayon de 100 mètres est située également, comme l'a indiqué l'administration communale de, une crèche ainsi qu'une maison relais, destinées à accueillir, au moins pendant 5 jours de la semaine, des jeunes voire de très jeunes enfants y séjournant pendant la majeure partie de la journée. Il est également constant, pour avoir été admis par le délégué du gouvernement, que dans le même rayon de 100 mètres se trouve une auberge de jeunesse qui devait nécessairement se trouver au stade de projet au jour où la demande précitée a été introduite par l'entreprise des P & T, du fait que l'exécution du projet en question était déjà en cours au cours de l'année 2012.

Il s'ensuit que la demande en autorisation est largement lacunaire du fait de ne pas viser trois sites importants, du fait par ceux-ci d'accueillir des jeunes voire de très jeunes enfants pendant de longues périodes de la journée et ce de manière régulière. Le ministre n'était partant pas en possession de tous les éléments qui doivent être qualifiés d'indispensables afin de prendre la décision sous examen. Il y a lieu d'en conclure que la procédure administrative ayant abouti à la décision sous examen est gravement viciée de ce fait. Il s'ensuit que l'autorisation sous examen du 3 novembre 2011 encourt, dans le cadre du recours en réformation, l'annulation, sans qu'il n'y ait lieu de prendre position par rapport au deuxième moyen soulevé par l'administration communale de, tiré de la violation du principe de précaution. Le dossier est en effet à renvoyer en prosécution de cause au ministre afin que celui-ci, sur base d'un dossier complet, puisse réexaminer les éléments de fait lui soumis le cas échéant sur base d'une nouvelle demande à lui soumettre par l'entreprise des P&T.

Au vu de l'issue du litige, il y a lieu de rejeter comme n'étant pas fondé la demande tendant à l'allocation d'une indemnité de procédure présentée par l'entreprise des P & T et s'élevant à un montant de 3000 €, formulée sur base de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives.

Par ces motifs

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit le recours en réformation en la forme ;

au fond, le déclare justifié, partant, dans le cadre du recours en réformation, annule l'arrêté du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 3 novembre 2011 et renvoie le dossier en prosécution de cause audit ministre ;

rejette la demande tendant à l'allocation d'une indemnité de procédure formulée par l'entreprise des P & T ;

condamne l'Etat aux frais.

Ainsi délibéré par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Françoise Eberhard, vice-président,
Anne Gosset, premier juge,

et lu à l'audience publique du 6 mai 2013 par le vice-président, en présence du greffier
Monique Thill.

s. Monique Thill

p. Carlo Schockweiler emp.
s. Françoise Eberhard

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 6 mai 2013
Le greffier du tribunal administratif